

Les procédures collectives en France

Redressements judiciaires et liquidations
judiciaires directes, procédures de sauvegarde

BILAN 2023





***Retour à un niveau
de procédures
collectives élevé
mais conforme à la
conjoncture***



e

Sommaire

PARTIE 1

Panorama général 3

PARTIE 2

Profil des entreprises 10

PARTIE 3

Impact social 15

PARTIE 4

Impact financier 20

PARTIE 5

Méthodologie 23



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE À FIN DÉCEMBRE 2023 (sur 12 mois glissants)

FRANCE MÉTROPOLITAINE / DROM

54 564 / 1 742

ouvertures de redressement
judiciaire et liquidation judiciaire
directe

196 219 / 7 267

emplois menacés par
ces défaillances

1 436 / 86

procédures
de sauvegarde

152 315 / 2 219

emplois menacés par
ces procédures

Source : Ellisphere

Comme présumé en début d'année dernière, 2023 a enregistré un ralentissement de l'activité, en particulier dans les secteurs des Services et de la Construction alors que l'industrie a mieux résisté.

Ce coup de frein a pesé sur la croissance hexagonale, avec une activité qui a finalement basculé dans le rouge au troisième trimestre 2023. Le PIB s'est ainsi affiché en recul de -0,1% sur fond de baisse du pouvoir d'achat des ménages qui ont revu leurs arbitrages en termes de consommation. Toutefois après un léger rebond au 4^{ème} trimestre qui a atteint +0,2%, on estime que sur l'ensemble de l'année dernière, la croissance du PIB s'élève globalement à 0,9%.

En 2023, en France métropolitaine, 56 000 ouvertures de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire directe, de procédure de sauvegarde sont comptabilisées, soit une augmentation de +34,8% par rapport à 2022.

Sur l'exercice écoulé, plus de 33% de ces ouvertures de procédure étaient des liquidations judiciaires marquant ainsi la fin d'activité définitive des entreprises concernées.

En ajoutant les procédures enregistrées dans les Départements et Régions d'Outre-Mer (DROM), nous atteignons le chiffre de 57 828 procédures collectives en 2023, soit une augmentation de +35,6% sur un an.

Le nombre de sauvegardes en métropole s'est fixé quant à lui à 1 436 procédures, soit une évolution de +32,8% par rapport à 2022.

Depuis un an, l'environnement inflationniste génère peu de croissance et altère la trésorerie de nombreuses entreprises. En outre, l'accès au crédit tend à se réduire, notamment pour les TPE, tandis que le remboursement des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) consomme de la trésorerie, fragilisant encore plus certaines structures.



PANORAMA GÉNÉRAL



D'ailleurs un récent rapport sénatorial évoque le lien probable entre le remboursement des PGE qui, pour bon nombre de TPE, génèrerait des problèmes de trésorerie pouvant entraîner un risque de défaillance...

Précisons néanmoins que les TPE et PME ont pu solliciter une prolongation de l'échéancier des PGE jusqu'au 31 décembre 2023...Et que le 7 janvier dernier, Bercy a annoncé la prolongation pour trois ans, jusqu'en 2026, de ce dispositif.

L'augmentation du nombre de liquidations judiciaires met en exergue une détérioration de la situation des entreprises déjà en difficulté ; les PME et les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) sont les structures les plus impactées.

Mais attention néanmoins à l'interprétation de ces chiffres en trompe-l'œil.

En effet, nous assistons notamment à un phénomène de rattrapage des défaillances apparu après l'arrêt des aides qui avaient maintenu artificiellement de nombreuses entreprises à flot ; constat déjà évoqué dans nos précédentes analyses.

N'oublions pas également un autre point crucial, celui des prix de l'énergie. L'année 2023 aura chahuté le marché de l'énergie, notamment du fait des conflits géopolitiques et des difficultés de production d'énergie par EDF. Ces aléas ont causé une hausse historique du prix de l'électricité et du gaz naturel.

Une bonne nouvelle quant au potentiel de production électrique de la France. Fin décembre 2023, EDF a enfin confirmé que le raccordement de l'EPR de Flamanville au réseau sera effectué à la mi-2024, avec un chargement du combustible nucléaire en mars.



« Sur un plan national, dans un contexte inflationniste et même si le remboursement des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) a été prolongé jusqu'en 2026, les tensions de trésorerie enregistrées dans certaines entreprises sont clairement préoccupantes.

A l'international, si les incertitudes géopolitiques et les baisses de production de pétrole de l'Arabie Saoudite et de la Russie interrogent, c'est clairement le ralentissement de l'économie mondiale qui interpelle... »



Max Jammot

Responsable du pôle économique chez Ellisphere

PANORAMA GÉNÉRAL

ANALYSE RÉGIONALE

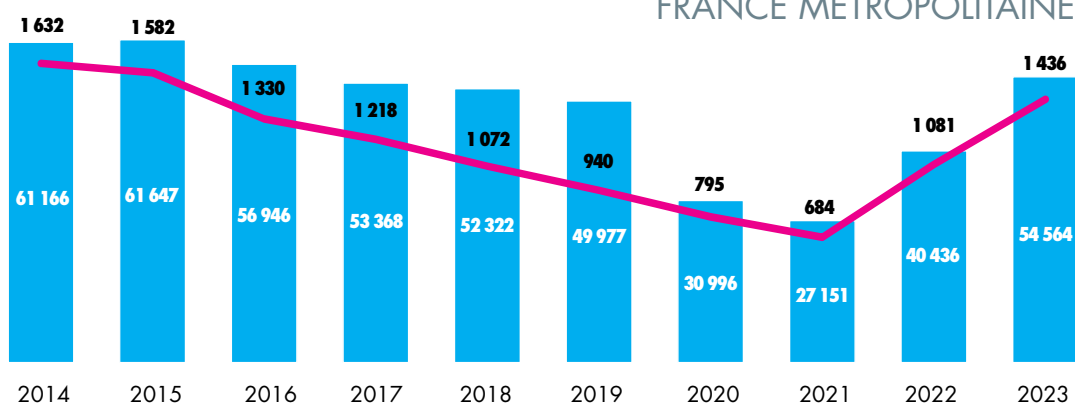
La remontée du nombre de défaillances est toujours inégale selon les régions. Sans surprise, nous retrouvons dans le trio de tête des régions, l'Île-de-France, suivie de l'Auvergne-Rhône-Alpes et de PACA. Les deux premières régions enregistrent globalement chacune une évolution du nombre de défaillances de +37%.

L'économie francilienne a été globalement bien orientée au second trimestre 2023 avec notamment un bon maintien du secteur Hôtellerie-restauration. Certains secteurs ont néanmoins souffert tels que le secteur Agroalimentaire qui a été fortement freiné par un repli de la demande.

En Corse, le tourisme, pilier économique de l'île, n'a pas été épargné avec un hébergement insulaire qui a enregistré, durant la période estivale 2023, une baisse de fréquentation supérieure à -8%. Côté agriculture, la fièvre catarrhale ovine a fait des ravages sur l'année écoulée, générant de grandes difficultés dans la filière concernée. Dans ce contexte, la Corse enregistre une explosion du nombre de défaillances sur un an avec +70% ; évolution à relativiser compte tenu du faible nombre de structures concernées, soit 378 entités.

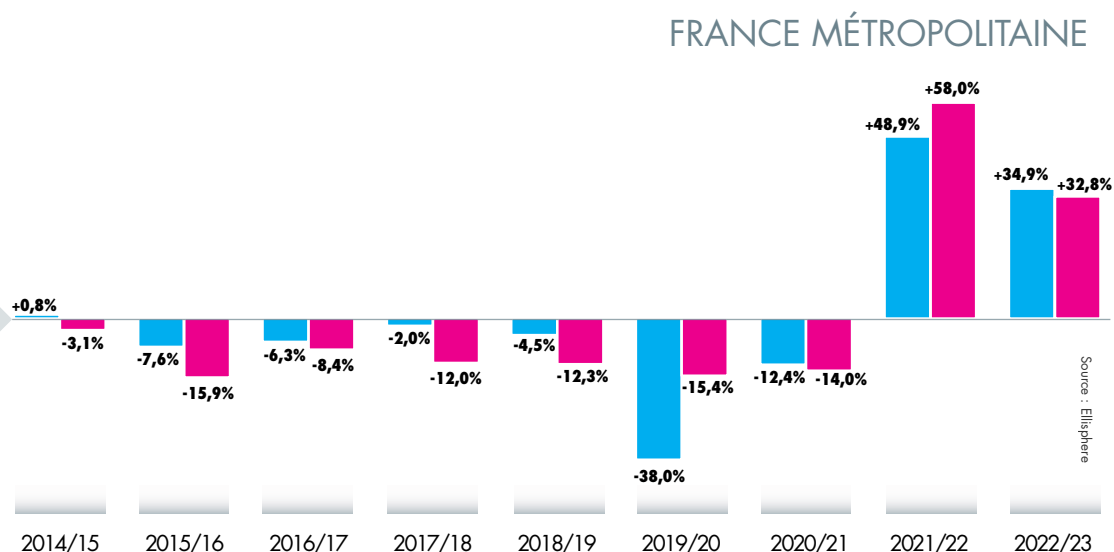
Évolution en nombre

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2014



Évolution en pourcentage

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2014



LÉGENDE

Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes Procédures de sauvegarde

PANORAMA GÉNÉRAL



ANALYSE SECTORIELLE



Au plan national, sous un angle sectoriel, le Bâtiment & Travaux Publics (BTP) enregistre sans surprise une augmentation de +26,1% du nombre de défaillances en métropole, avec 14 220 structures concernées. Suivent ensuite, et comme chaque année, les Services aux Particuliers (une augmentation de +18,8%) et les Services aux entreprises (+10%).

De par sa grande population d'entreprises, le secteur du BTP a toujours représenté historiquement près d'un quart des défaillances enregistrées en métropole.

Les prix des logements sont en baisse depuis le quatrième trimestre 2022 dans la zone euro, en raison notamment des hausses de taux d'intérêt qui ont réduit la capacité des ménages à emprunter, et donc à acquérir un bien. Le secteur est malheureusement confronté à un cumul d'impacts négatifs parmi lesquels l'augmentation du prix des matières premières et de l'énergie, les difficultés d'approvisionnement, de recrutement ainsi que la hausse des taux sur les crédits immobiliers. Autant d'entraves à la sérénité dans la construction, et le BTP en général.

Rappelons également que 2023 a marqué la mise en application de la Loi climat et résilience (votée durant l'été 2021) qui officialise l'interdiction de location des logements classés G au DPE (Diagnostic de Performance Énergétique) à compter de 2025.

Le secteur de la Distribution, qui arrive en 4^{ème} position avec 4 398 défaillances sur l'exercice écoulé, souffre depuis plusieurs années d'un contexte économique difficile et d'un environnement réglementaire contraignant. Concernant plus précisément la grande distribution, l'érosion du modèle économique a largement favorisé l'essor des magasins « low-cost ». Le groupe Casino, en grande difficulté financière (dette de 6 milliards d'euros), a dans ce contexte cédé des fonds de commerce au groupement Intermarché.



La situation des boulangeries-pâtisseries paraît également très fragile compte tenu de l'augmentation des prix de l'énergie, des matières premières agroalimentaires et des salaires.

Afin de pallier les difficultés de certains boulangers, le gouvernement a pérennisé le bouclier tarifaire pour l'énergie en 2023. Entre le 1^{er} février et le 31 décembre, la hausse des tarifs de gaz et d'électricité a ainsi été limitée à +15% pour les TPE et les ménages ; le bémol étant que pour bénéficier de cette aide, l'entreprise doit compter moins de dix salariés mais être également dotée de compteurs électriques d'une puissance maximale de 36 kilovoltampères (KVA)... Seuil considéré comme étant trop limité pour de nombreux dirigeants d'entreprise.

PANORAMA GÉNÉRAL



La contrainte budgétaire liée à la hausse des prix alimentaires a poussé de nombreux ménages à arbitrer, les achats textiles en faisant les frais. A noter un fort développement des friperies, des ventes entre particuliers au détriment du « neuf ». D'où un secteur de l'Habillement, et plus globalement du textile, fortement chahuté avec une augmentation de +50% du nombre de défaillances constatée sur un an. Un effondrement général des ventes de -15% est enregistré sur le secteur. Plusieurs phénomènes en cause : le temps particulièrement clément, ou encore la confiance émuée des ménages qui appréhendent la situation économique future... Dans ce cadre, dès septembre 2023, deux nouvelles enseignes, NAF NAF et MINELLI, ont ainsi été placées en redressement judiciaire. N'oublions pas également le rachat courant avril dernier, de la plupart des points de vente GO SPORT par INTERSPORT. Cette opération majeure devrait permettre à INTERSPORT de renforcer son maillage territorial et de concurrencer ainsi plus directement DECATHLON.

Un autre point important concerne les loyers commerciaux qui ont continué d'augmenter (+6,6% sur un an), se trouvant ainsi très rarement en phase avec le niveau d'activité des magasins.



JUGEMENTS DES GREFFES DES TRIBUNAUX DE COMMERCE EN FRANCE MÉTROPOLITAINE EN 2023

en nombre d'entreprises et effectifs menacés

Détail des jugements prononcés	Nombre d'entreprises	Effectifs menacés
Conversion de la sauvegarde en LJ	244	1 388
Conversion de la sauvegarde en RJ	237	4 203
Homologation de la conciliation	78	2 556
Homologation de l'accord de règlement amiable	17	27
Liquidation judiciaire	16 387	63 056
Plan de cession	904	35 804
Plan de cession partielle	24	660
Plan de continuation/redressement	1 983	9 214
Plan de sauvegarde	526	4 278
Plan de traitement de sortie de crise	70	437
Procédure de sauvegarde	1 472	17 261
Redressement judiciaire	14 623	110 890
Renouvellement de la période d'observation	8 354	83 253
TOTAL	44 919	333 027

Source : Ellisphere

ÉVOLUTION 2023 / 2022

Entreprises concernées

+33,3%

Effectifs menacés

+70,2%

Source : Ellisphere

PANORAMA GÉNÉRAL

À QUOI DEVONS-NOUS NOUS ATTENDRE EN 2024 ?

L'année qui débute s'annonce préoccupante pour bon nombre d'entreprises impactées par une conjoncture incertaine, des risques géopolitiques omniprésents, ainsi qu'en France une inflation, qui, si elle ralentit, persiste toujours.

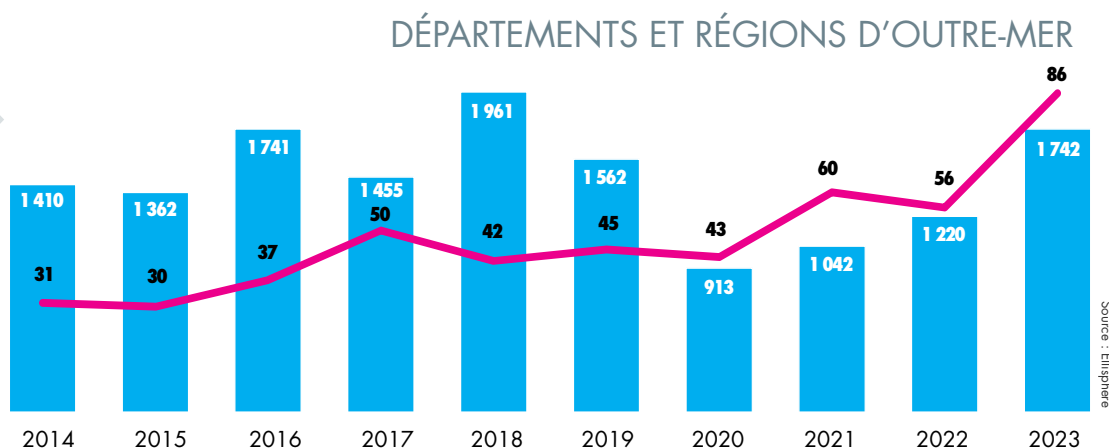
Même si, globalement, les entreprises font preuve d'adaptabilité, les TPE demeurent très fragiles. Parallèlement, les tensions au sein des PME, en proie au triptyque inflation, matières premières et énergie, demeurent importantes. De nombreux établissements se sentent ainsi actuellement menacés à court terme. Certaines entreprises tentent d'optimiser leurs économies d'énergie, alors que d'autres reportent des investissements nécessaires à leur développement... Souhaitons que, face à ces difficultés, la prolongation du délai de remboursement des prêts garantis

par l'Etat (PGE), annoncée récemment, permette d'éviter une aggravation tant redoutée des défaillances.

Un dernier point, et non des moindres, pourrait assombrir un contexte international déjà incertain, et par ricochet, impacter le coût des importations de nos entreprises ainsi que les prix dans les magasins : les attaques en Mer Rouge contre les porte-containers. Afin d'éviter les dangers de cette zone, les exploitants reprendraient les routes historiques (en contournant l'Afrique par le Cap de Bonne Espérance). Cette route maritime représente une dizaine de jours de navigation en plus, générant des coûts plus élevés. Ces augmentations seront reportées sur le client final, le consommateur, qui arbitrera en conséquence.

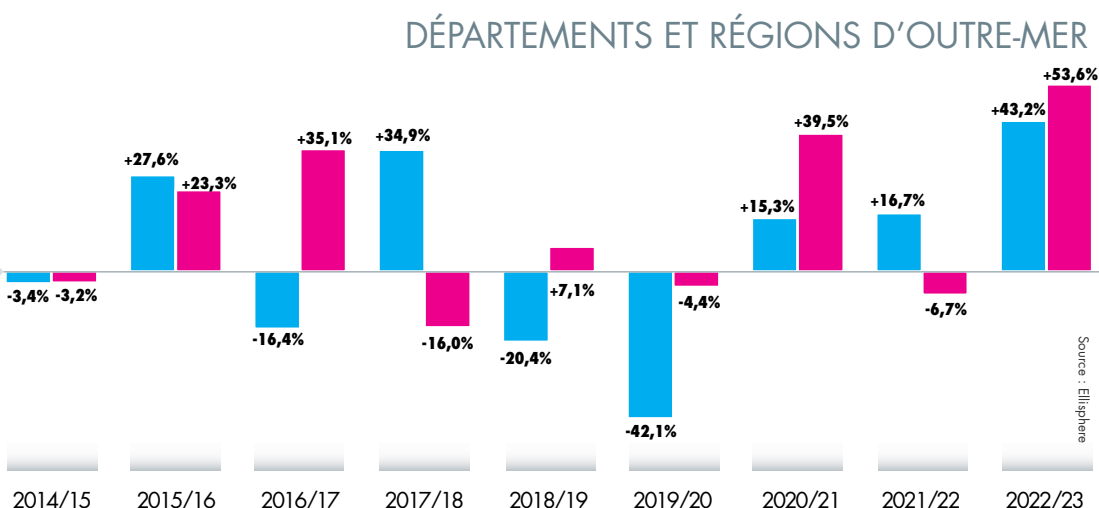
Évolution en nombre

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2014



Évolution en pourcentage

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2014



LÉGENDE

Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

Procédures de sauvegarde

PANORAMA GÉNÉRAL

COMPORTEMENT DE PAIEMENT

A fin 2023, on constate une diminution de -3% du retard de paiement moyen, passant ainsi à 17,7 jours, pour tous secteurs d'activité confondus en France métropolitaine.

Cette baisse n'a cependant pas été régulière sur l'année et une légère augmentation du retard de paiement moyen a été constatée au quatrième trimestre avec 17,9 jours.

RETARD DE PAIEMENT MOYEN À FIN 2023
TOUS SECTEURS CONFONDUS

17,7
JOURS

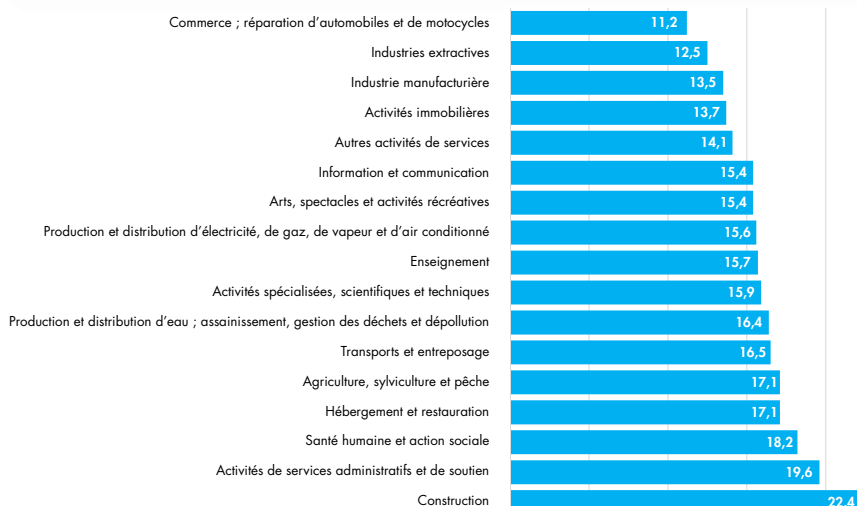
-3%
fin 2023

FRANCE
MÉTROPOLITAINE

Source Ellisphere

RETARD MOYEN ANNUEL À FIN 2023

En nombre de jours



CÔTÉ SECTORIEL

Le classement évolue peu. La Construction connaît une légère amélioration de son indicateur de retard de paiement moyen avec -5% vs -3% au plan national. Le secteur Construction reste néanmoins le « mauvais élève » avec un retard de paiement moyen de 22,4 jours, soit deux fois plus que le retard de paiement du secteur Commerce (11,2 jours).

Les secteurs Electricité, Enseignement et Immobilier enregistrent les plus fortes améliorations des comportements de paiement.

D'autres secteurs connaissent des améliorations plus timides : Santé humaine et Action sociale, Industrie manufacturière et Arts, spectacles et activités récréatives.

CÔTÉ CATÉGORIES D'ENTREPRISE

Les bons élèves restent les TPE réglant, le plus fréquemment, leurs factures à échéance ou avant échéance. A noter que ces factures ne représentent plus que 62% du total des factures traitées par les TPE fin 2023, contre encore 67% en début d'année. Effet mécanique, la part des retards légers (1 à 30 jours) passe de 26% à 28% du total des factures traitées par les TPE.

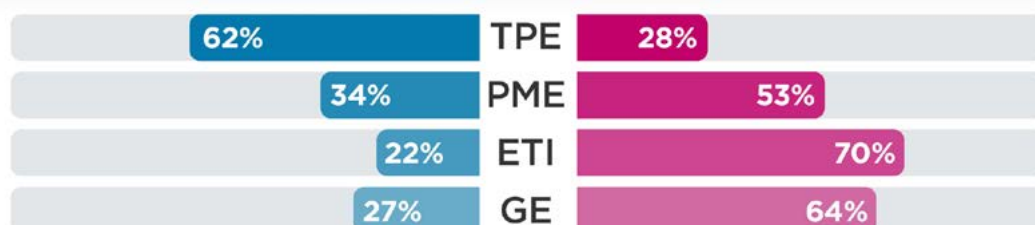
Les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) et les Grandes Entreprises (GE) demeurent les moins respectueuses des échéances avec des retards légers et systémiques tout au long de l'année. Dans ces deux catégories d'entreprise, les factures payées à échéance représentent respectivement 22 à 27% du total des factures.

DÉLAIS DE PAIEMENT DES FACTURES PAR TAILLE D'ENTREPRISE À FIN 2023

FRANCE
MÉTROPOLITAINE

Factures payées à échéance

Factures payées de 1 à 30 jours



Source : Ellisphere

A low-angle, upward-looking photograph of several modern skyscrapers with glass facades, reaching towards a clear blue sky. The perspective creates a sense of height and scale.

PROFIL DES ENTREPRISES

PROFIL DES ENTREPRISES

France
métropolitaine

CHIFFRES SUR
LES 12 DERNIERS MOIS
au 31 décembre 2023



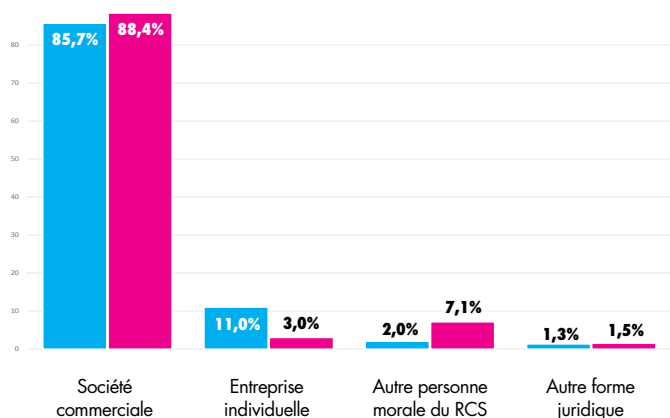
Redressements judiciaires et
liquidations judiciaires directes



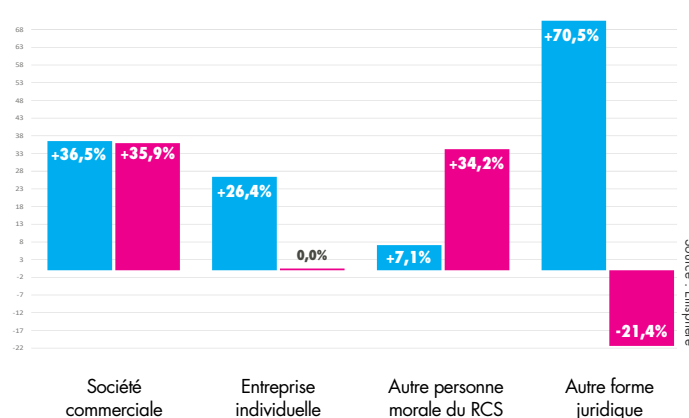
Procédures de
sauvegarde

PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en % des entreprises

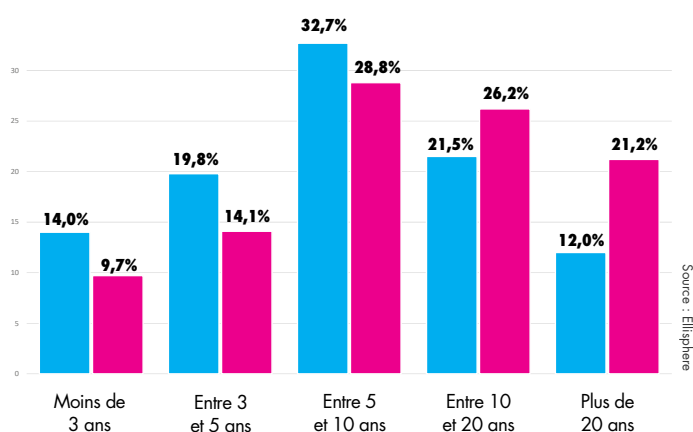


Evolution en % du nombre d'entreprises

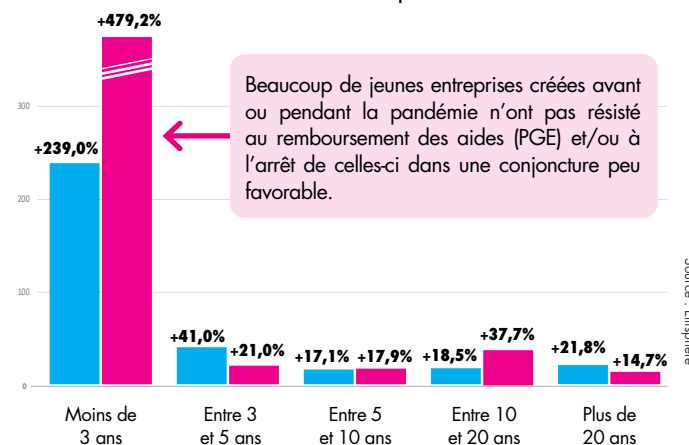


PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Répartition en % des entreprises

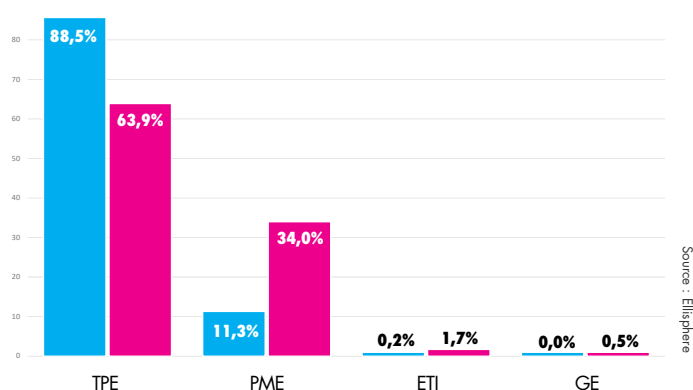


Evolution en % du nombre d'entreprises

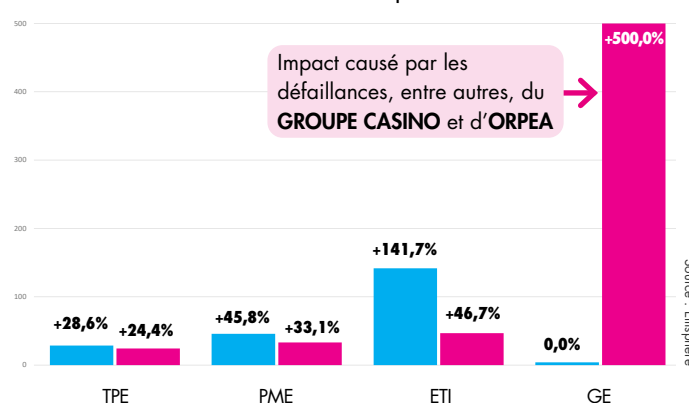


PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en % des entreprises



Evolution en % du nombre d'entreprises



PROFIL DES ENTREPRISES

France
métropolitaine

PROCÉDURES PAR RÉGION

en nombre et en pourcentage sur les 12 derniers mois (au 31 décembre 2023)

RÉGION	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution depuis un an	Nombre de PS **	Répartition	Evolution depuis un an
ÎLE DE FRANCE	12 410	22,4%	+37%	261	18,2%	+74%
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	6 624	12,1%	+36,9%	214	14,9%	+40,8%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	5 832	10,7%	+32,1%	154	10,7%	+20,3%
OCCITANIE	5 234	9,6%	+40,2%	132	9,2%	+13,8%
NOUVELLE AQUITAINE	4 943	9,1%	+35,1%	207	14,4%	+51,1%
HAUTS-DE-FRANCE	4 455	8,2%	+25,1%	97	6,8%	+36,6%
GRAND EST	4 041	7,4%	+34,6%	81	5,6%	+1,3%
PAYS DE LA LOIRE	2 337	4,3%	+36%	68	4,7%	+54,5%
BRETAGNE	2 134	3,9%	+33,3%	43	3,0%	+30,3%
NORMANDIE	2 132	3,9%	+32%	64	4,5%	+1,6%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	2 032	3,7%	+36,6%	40	2,8%	-23,1%
CENTRE - VAL DE LOIRE	2 012	3,7%	+33,6%	66	4,6%	+46,7%
CORSE	378	0,7%	+60,9%	9	0,6%	-10,0%
TOTAL	54 564	100%	+34,9%	1 436	100%	+32,8%

Source : Ellisphere

PROCÉDURES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

en nombre et en pourcentage sur les 12 derniers mois (au 31 décembre 2023)

ACTIVITE	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution depuis un an	Nombre de PS **	Répartition	Evolution depuis un an
Bâtiment et Travaux publics	14 220	26,1%	+39,8%	253	17,6%	+46,2%
Services aux particuliers	10 273	18,8%	+39,8%	209	14,6%	+25,1%
Services aux entreprises	5 482	10,0%	+34,4%	155	10,8%	+55%
Distribution	4 398	8,1%	+29,9%	147	10,2%	+54,7%
Moyens de transport	2 543	4,7%	+25,9%	120	8,4%	+73,9%
Transports & Logistique	2 212	4,1%	+28,9%	58	4,0%	+141,7%
Agroalimentaire	1 999	3,7%	+35,9%	50	3,5%	+47,1%
Services collectifs	1 722	3,2%	+41,4%	46	3,2%	-9,8%
Biens de consommation	1 615	3,0%	+29,8%	46	3,2%	-8,0%
Textile habillement cuir	1 596	2,9%	+50,0%	46	3,2%	+58,6%
Médias & Loisirs	1 398	2,6%	+22,2%	42	2,9%	+68%
Informatique & Electronique	1 381	2,5%	+34,2%	41	2,9%	+20,6%
Agriculture & Pêche	1 145	2,1%	+5,4%	40	2,8%	-49,4%
Holding	906	1,7%	+35,0%	36	2,5%	+16,1%
Biens d'équipement du foyer	895	1,6%	+41,4%	35	2,4%	-5,4%
Biens d'équipement industriels	830	1,5%	+16,2%	32	2,2%	+28%
Services financiers	605	1,1%	+43,0%	26	1,8%	+160%
Bois Papier Carton & Imprimerie	453	0,8%	+11,9%	19	1,3%	+216,7%
Métaux	350	0,6%	+44,0%	14	1,0%	+27,3%
Télécommunications	148	0,3%	+111,4%	12	0,8%	+33,3%
Pharmacie	127	0,2%	+56,8%	5	0,3%	+25%
Energie	90	0,2%	+55,2%	3	0,2%	-82,4%
Produits minéraux et Chimie	90	0,2%	+21,6%	1	0,1%	0,0%
En cours d'attribution	86	0,2%	+4,9%	-	-	-
TOTAL	54 564	100%	+34,9%	1436	100%	+32,8%

Source : Ellisphere

* RJ / LJ : redressements judiciaires / liquidations judiciaires directes

** PS : procédures de sauvegarde

PROFIL DES ENTREPRISES

Départements
et régions
d'outre-mer

CHIFFRES SUR
LES 12 DERNIERS MOIS
au 31 décembre 2023



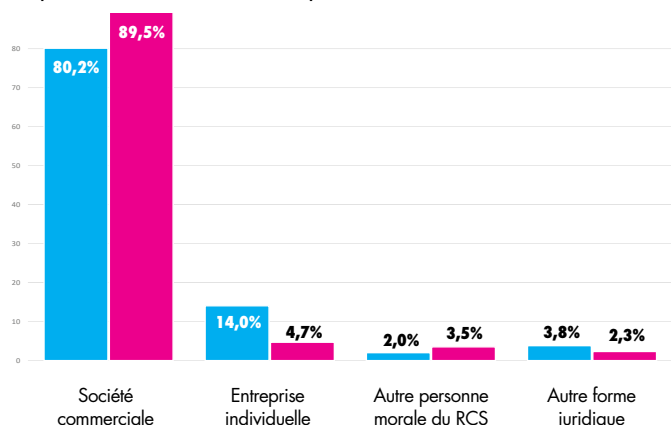
Redressements judiciaires et
liquidations judiciaires directes



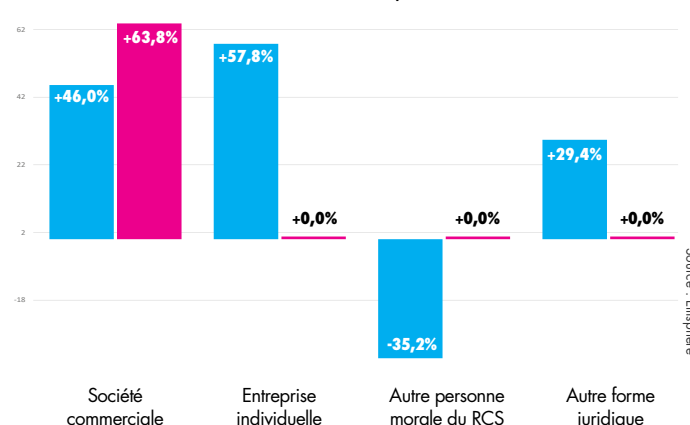
Procédures de
sauvegarde

PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en % des entreprises

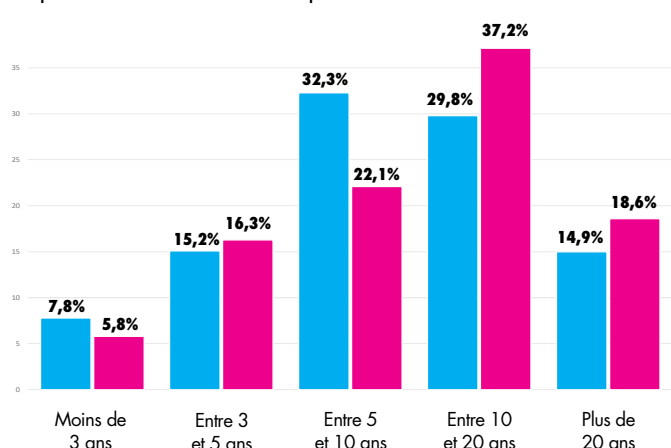


Evolution en % du nombre d'entreprises

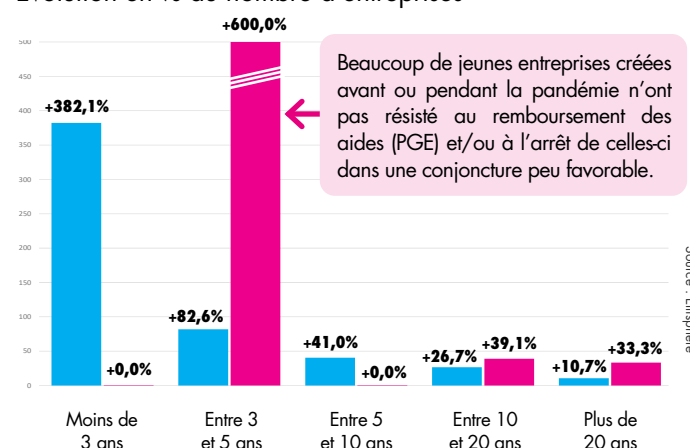


PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Répartition en % des entreprises

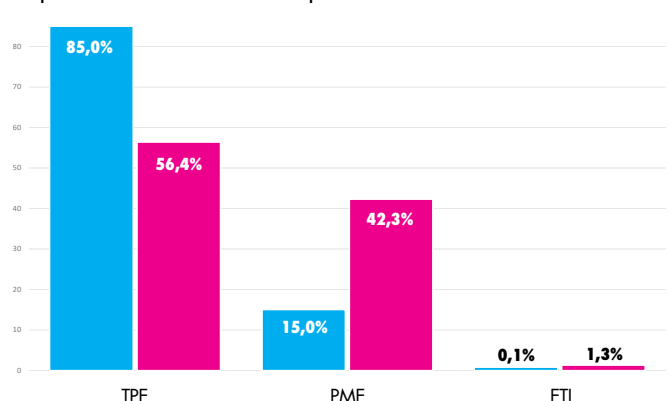


Evolution en % du nombre d'entreprises

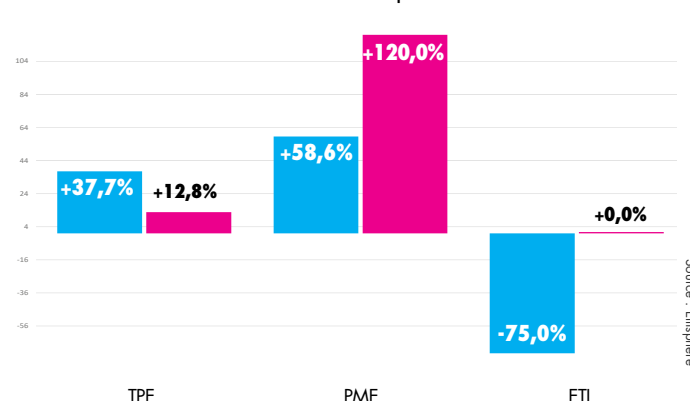


PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en % des entreprises



Evolution en % du nombre d'entreprises



PROCÉDURES PAR DÉPARTEMENT OU PAR RÉGION

en nombre et en pourcentage sur les 12 derniers mois (au 31 décembre 2023)

DÉPARTEMENT	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution depuis un an	Nombre de PS **	Répartition	Evolution depuis un an
LA REUNION	879	50,7%	+57%	40	46,5%	-2,4%
MARTINIQUE	471	27,1%	+51%	10	11,6%	+66,7%
GUADELOUPE	280	16,1%	+18,6%	27	31,4%	+440%
GUYANE	62	3,6%	-1,6%	6	7,0%	+100%
MAYOTTE	43	2,5%	+4,9%	3	3,5%	+200%
TOTAL	1 735	100%	+43,2%	86	100%	+53,6%

Source : Ellisphere

PROCÉDURES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

en nombre et en pourcentage sur les 12 derniers mois (au 31 décembre 2023)

ACTIVITE	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution depuis un an	Nombre de PS **	Répartition	Evolution depuis un an
Bâtiment et Travaux publics	530	30,5%	+29,0%	15	17,4%	0,0%
Services aux particuliers	267	15,4%	+74,5%	13	15,1%	+225%
Services aux entreprises	170	9,8%	+80,9%	10	11,6%	+150%
Services collectifs	128	7,4%	+34,7%	7	8,1%	+75%
Distribution	84	4,8%	+42,4%	3	3,5%	NC
Moyens de transport	83	4,8%	+72,9%	4	4,7%	+300%
Agroalimentaire	77	4,4%	+51,0%	7	8,1%	+133,3%
Transports & Logistique	75	4,3%	+87,5%	4	4,7%	+300%
Biens de consommation	46	2,7%	+35,3%	NC	NC	NC
Textile habillement cuir	43	2,5%	+26,5%	NC	NC	NC
Médias & Loisirs	34	2,0%	-5,6%	2	2,3%	+100%
Holding	28	1,6%	+55,6%	5	5,8%	+400%
Informatique & Electronique	28	1,6%	+64,7%	NC	NC	NC
Biens d'équipement du foyer	27	1,6%	+28,6%	3	3,5%	+200%
Agriculture & Pêche	24	1,4%	-20,0%	2	2,3%	NC
Biens d'équipement industriels	22	1,3%	+22,2%	1	1,2%	0,0%
Métaux	18	1,0%	0,0%	NC	NC	NC
Services financiers	16	0,9%	+300%	3	3,5%	NC
Energie	15	0,9%	+114,3%	2	2,3%	NC
Bois Papier Carton & Imprimerie	7	0,4%	-36,4%	NC	NC	NC
Pharmacie	6	0,3%	+50,0%	2	2,3%	NC
Télécommunications	3	0,2%	-25,0%	3	3,5%	NC
En cours d'attribution	2	0,1%	-33,3%	NC	NC	NC
Produits minéraux et Chimie	2	0,1%	0,0%	NC	NC	NC
TOTAL	1 735	100%	+43,2%	86	100%	+53,6%

Source : Ellisphere

* RJ / LJ : redressements judiciaires / liquidations judiciaires directes

** PS : procédures de sauvegarde

À NOTER

Les très fortes évolutions constatées reposent la plupart du temps sur un faible nombre d'entreprises du secteur d'activité ou du périmètre géographique ciblé.

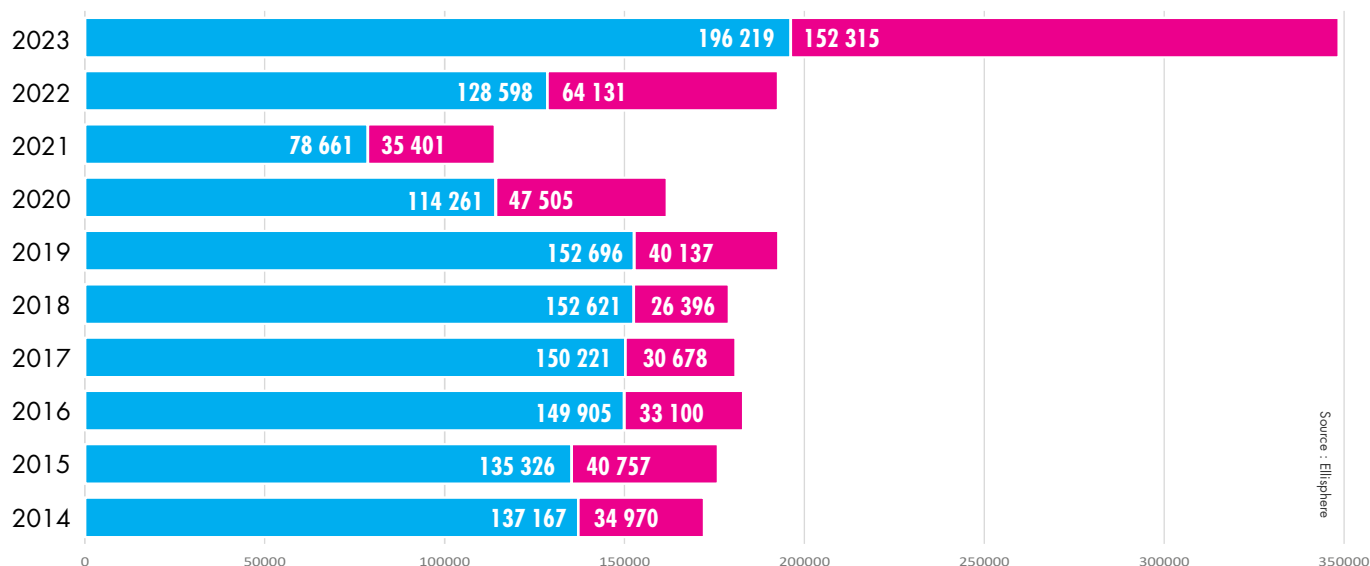
Par exemple, en Guadeloupe il y a seulement 5 entreprises impactées par une procédure de sauvegarde en 2022 mais 27 entreprises concernées en 2023, donnant ainsi une évolution, surprenante mais juste, de +440%. Autre exemple concernant le secteur Moyens de transport qui, passant de 1 à 4 procédures de sauvegarde entre 2022 et 2023, affiche une évolution sur 1 an de +300%.



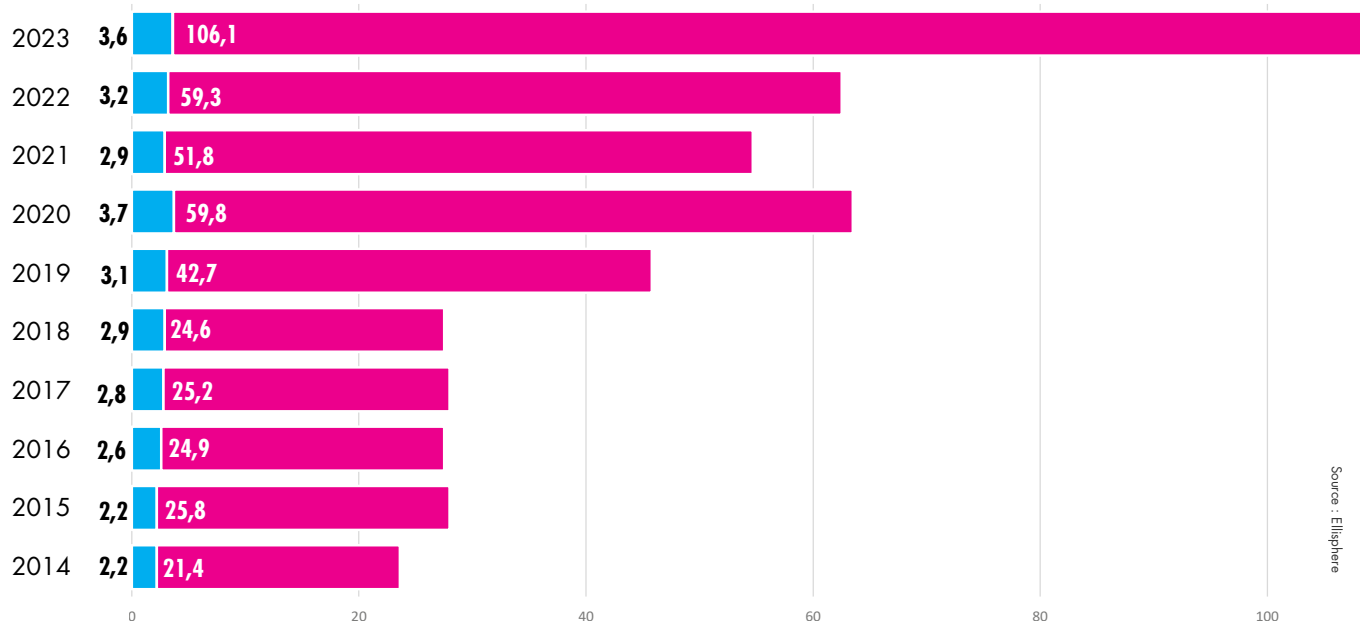
IMPACT SOCIAL



NOMBRE D'EMPLOIS MENACÉS PAR LES PROCÉDURES (par année depuis 2014)



NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS MENACÉS PAR PROCÉDURE (par année depuis 2014)



À NOTER

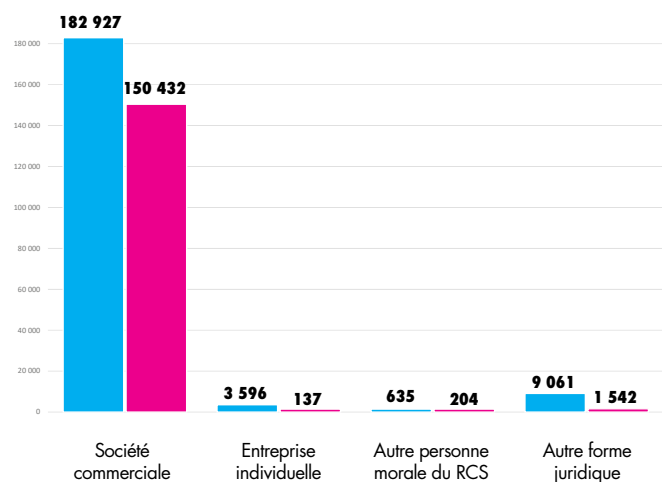
La forte augmentation des emplois menacés peut être expliquée par un fort impact des procédures de sauvegarde sur les régions Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes fin 2023 avec notamment la procédure de sauvegarde en cours sur le GROUPE CASINO et ORPEA.



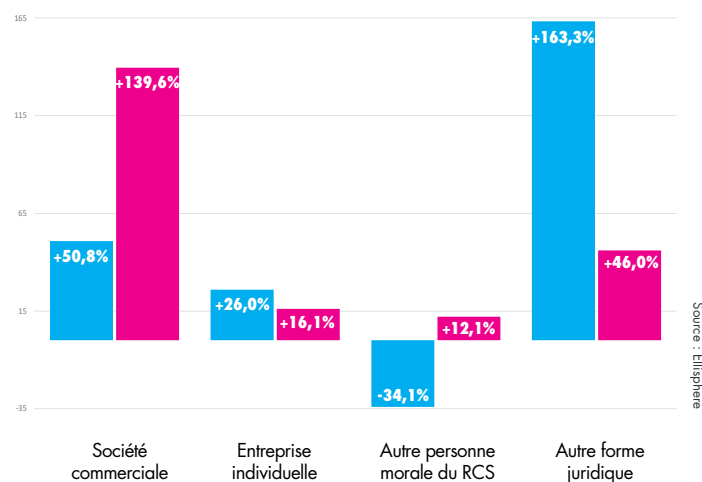
CHIFFRES SUR
LES 12 DERNIERS MOIS
au 31 décembre 2023

IMPACT SOCIAL PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en nombre des emplois menacés

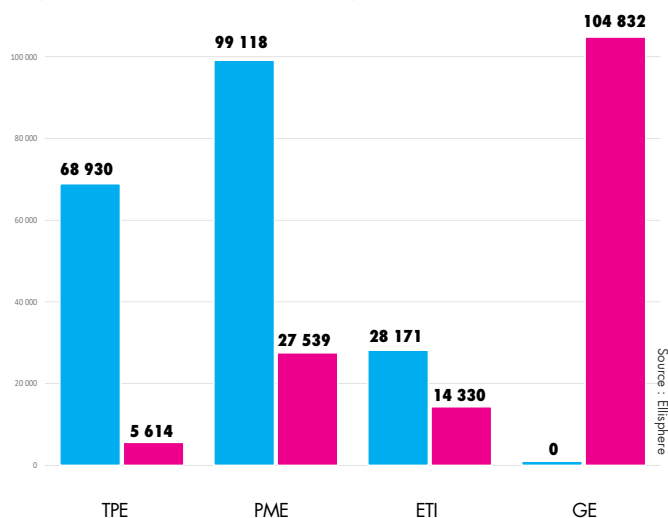


Evolution en % des emplois menacés

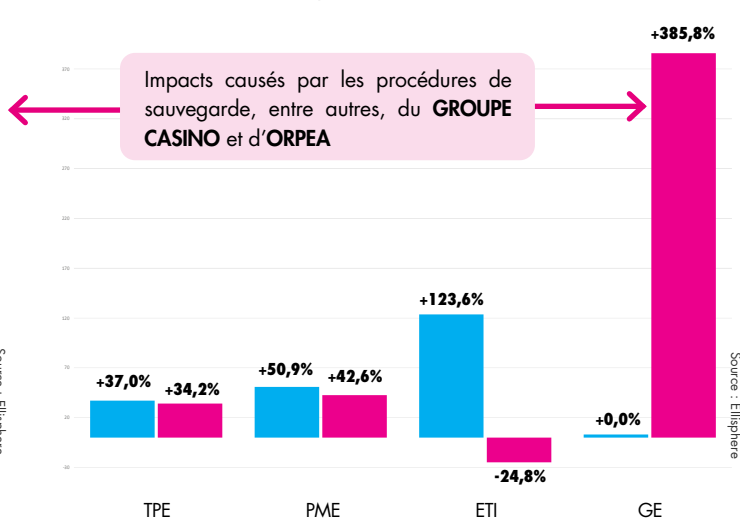


IMPACT SOCIAL PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en nombre des emplois menacés



Evolution en % des emplois menacés



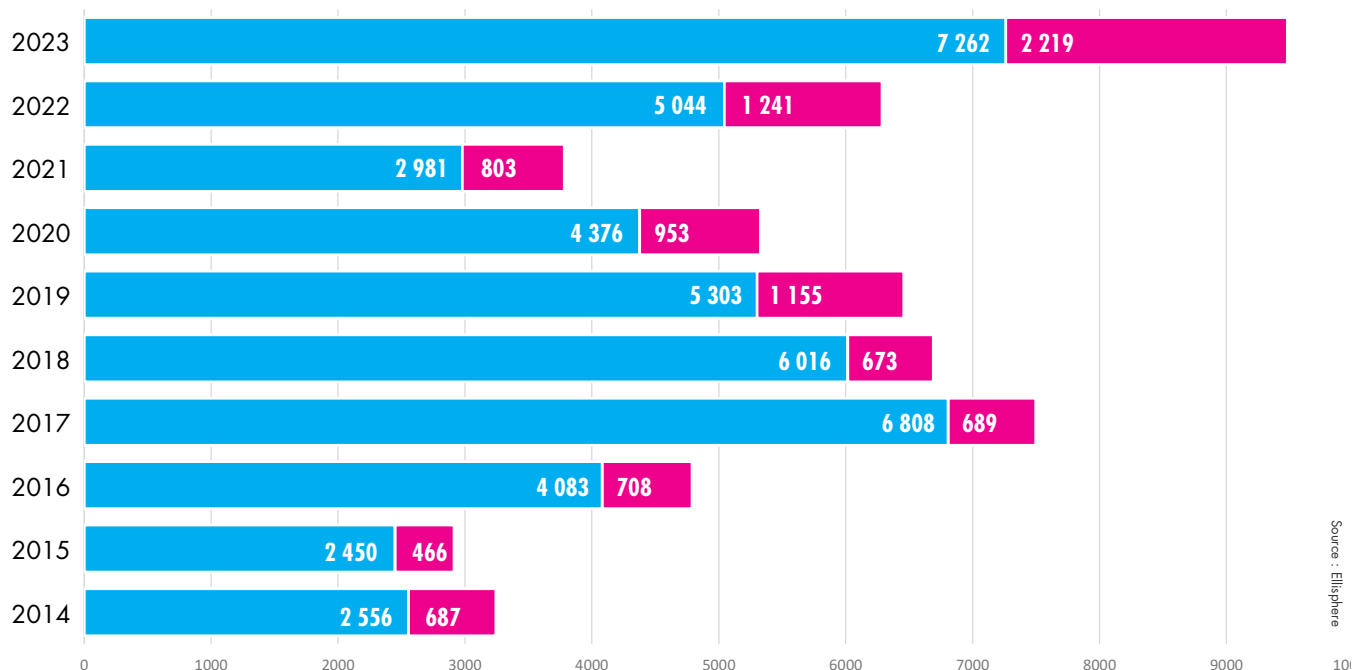


Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

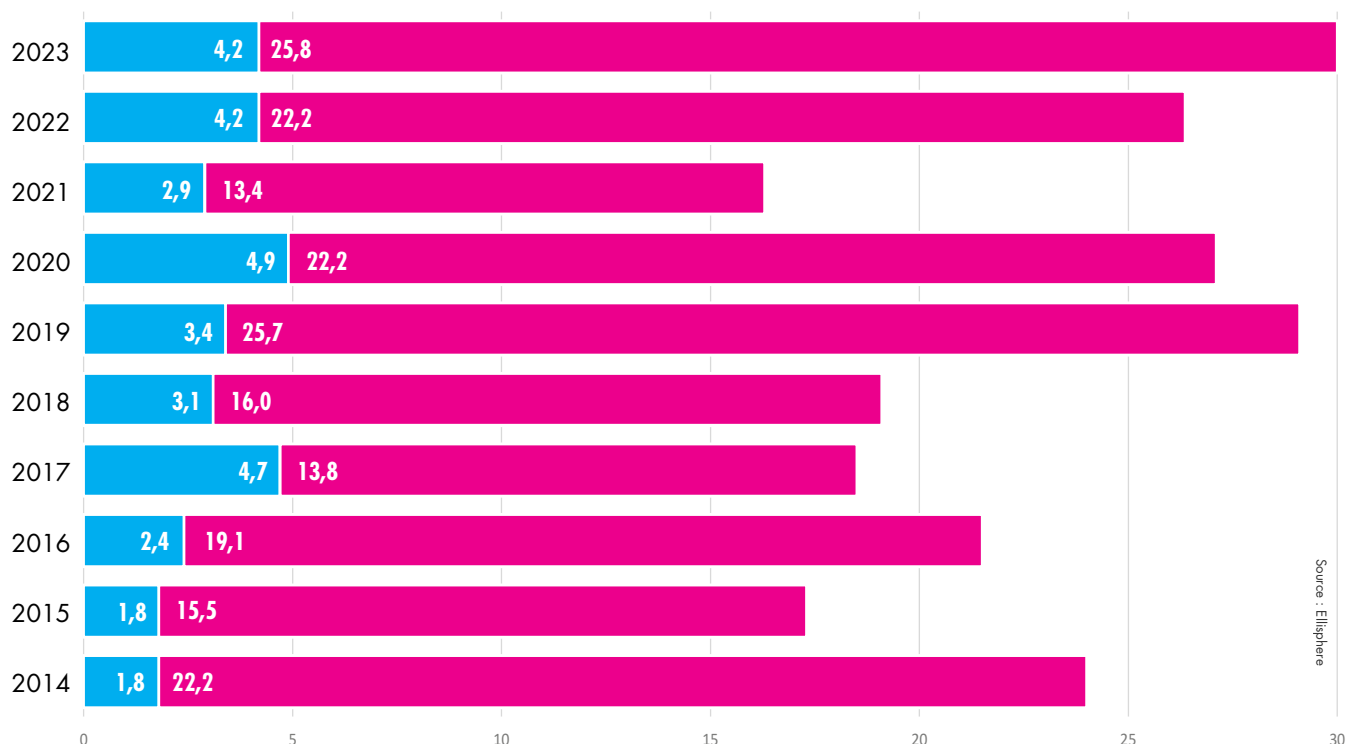


Procédures de sauvegarde

NOMBRE D'EMPLOIS MENACÉS PAR LES PROCÉDURES (par année depuis 2014)



NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS MENACÉS PAR PROCÉDURE (par année depuis 2014)





Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

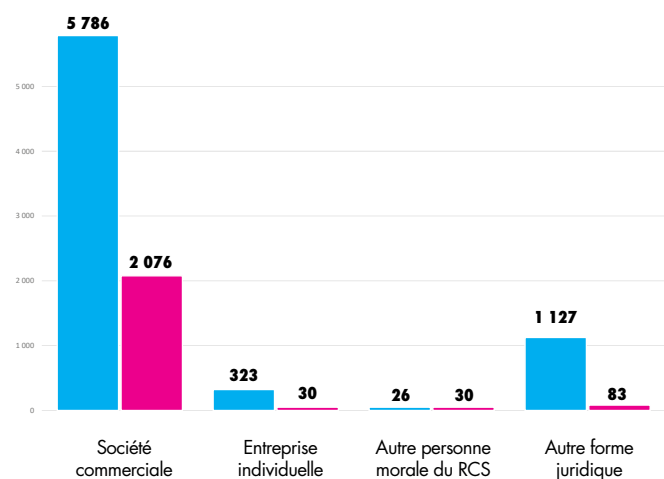


Procédures de sauvegarde

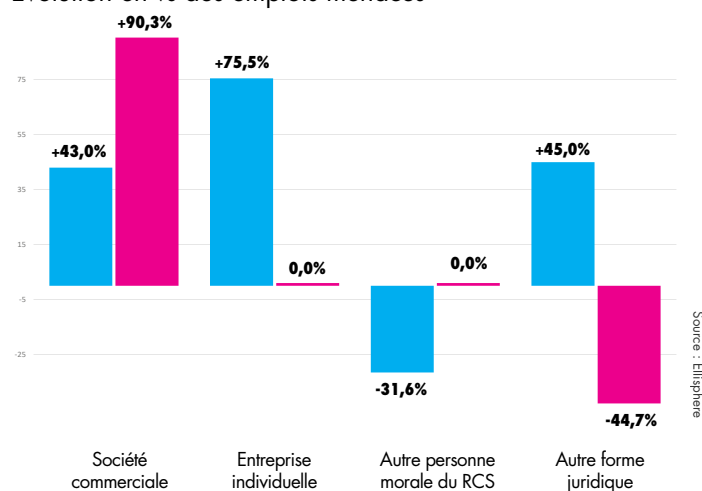
CHIFFRES SUR
LES 12 DERNIERS MOIS
au 31 décembre 2023

IMPACT SOCIAL PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en nombre des emplois menacés

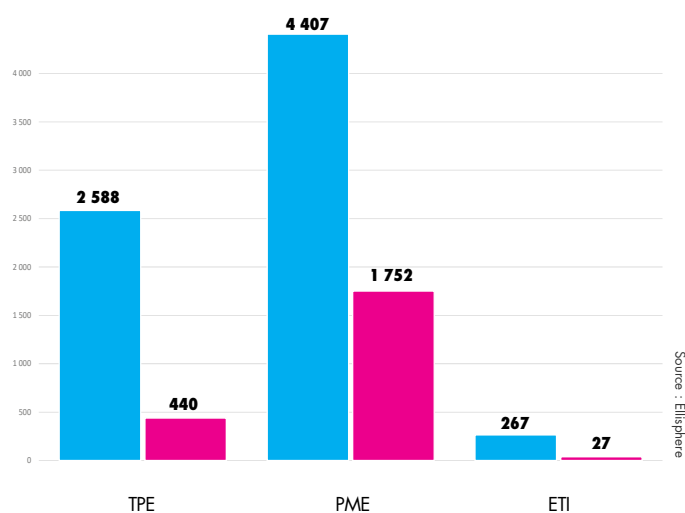


Evolution en % des emplois menacés

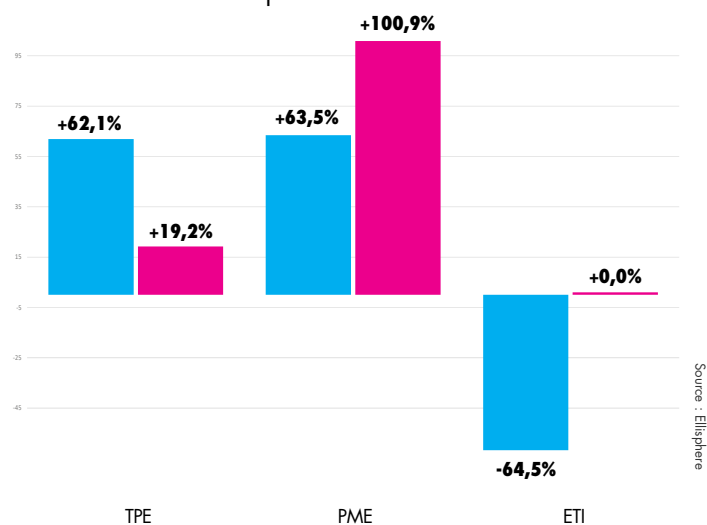


IMPACT SOCIAL PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en nombre des emplois menacés



Evolution en % des emplois menacés



IMPACT FINANCIER

Business

Currencies

FTSE 100	6000.32
FTSE All Share	5475.35
FTSE All Share Hold	5.56
FTSE 100 Dividend Yield	5.11 (+0.08pc)
Nikkei 225	18023.88
DAX	12200.40
ASX 200	4749.88

£/\$
Rate
1.5314
Change
-4.03c

£/€
Rate
1.3628
Change
-4.23c

Commodities

Gold
AU\$100

\$1146.06
(£748)
-0.84 (-0.08pc)

Brent Crude
AU\$100

\$52.14
(November)
-0.54 (-1.05pc)

News

Long haul
for Tesco
Company
halts sales
spiral but
profits fall

Page 7

Page 4

new global crisis, warns IMF

The report called on the US Federal Reserve to hold off on its first interest rate hike for nine years and for the eurozone and Japan to...

CHIFFRES SUR
LES 12 DERNIERS MOIS
au 31 décembre 2023



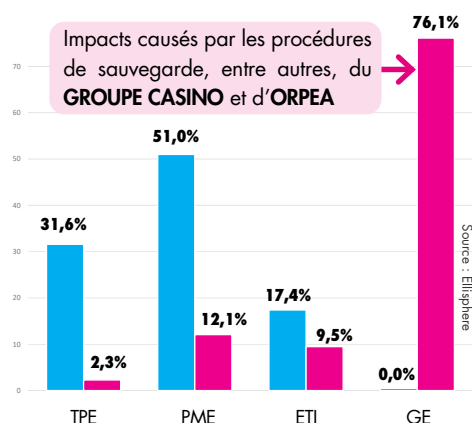
Redressements judiciaires et
liquidations judiciaires directes



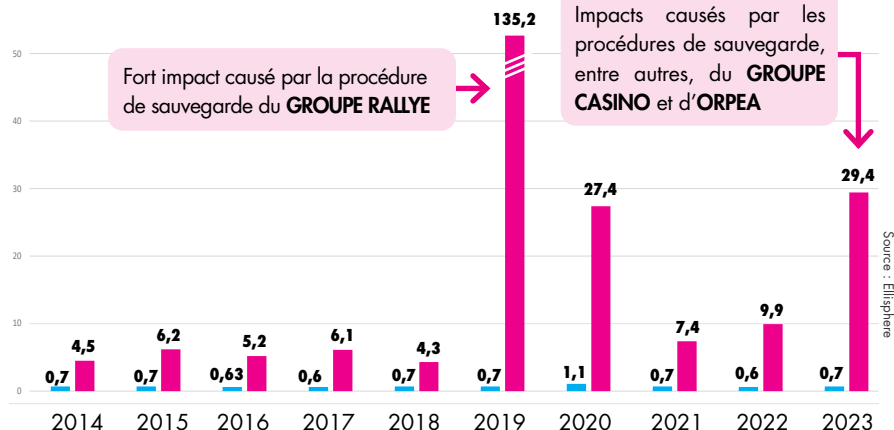
Procédures de
sauvegarde

CHIFFRE D'AFFAIRE DES ENTREPRISES

Répartition du CA en % par taille d'entreprise

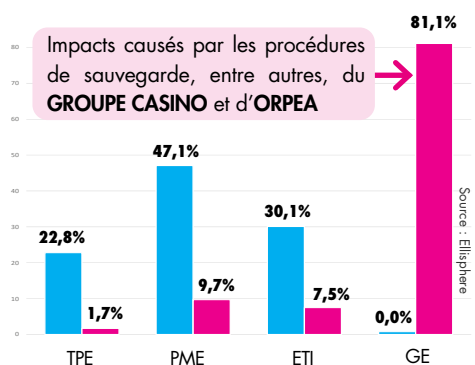


CA moyen (en M€) des entreprises depuis 2014

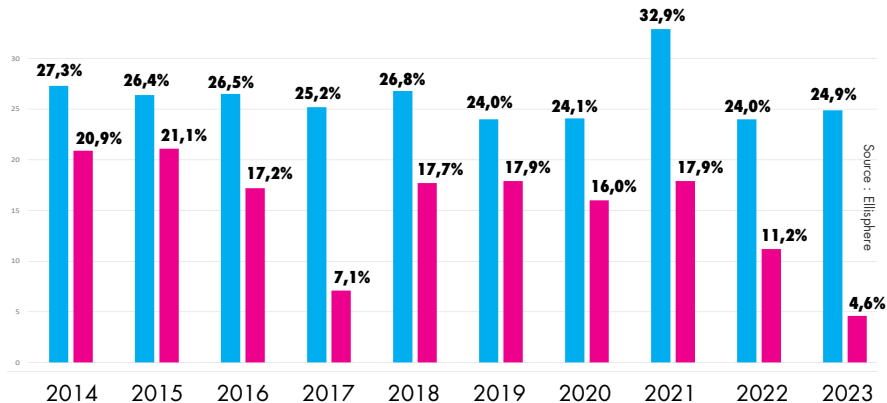


ENDETTEMENT FOURNISSEURS DES ENTREPRISES

Répartition en % des dettes fournisseurs par taille d'entreprise

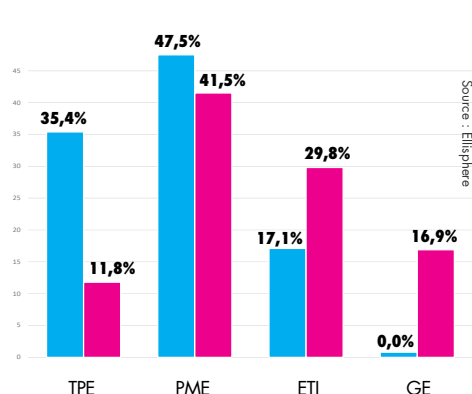


Taux des dettes fournisseurs dans le passif des entreprises depuis 2014

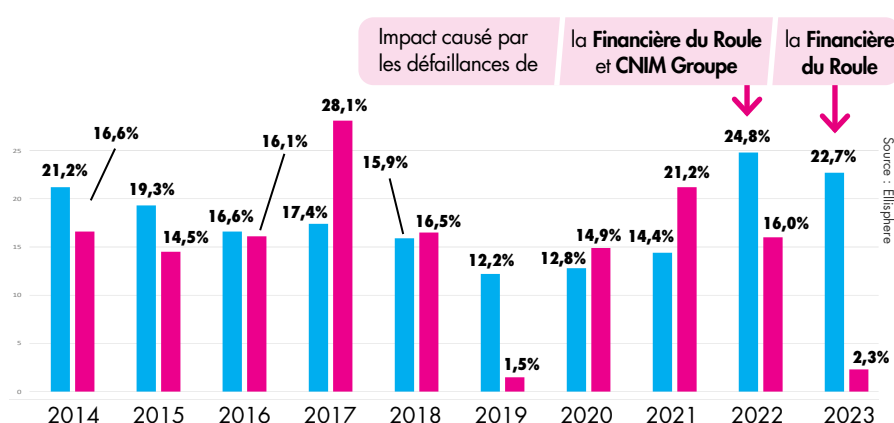


ENDETTEMENT BANCAIRE DES ENTREPRISES

Répartition en % des dettes bancaires par taille d'entreprise



Taux des dettes bancaires dans le passif des entreprises depuis 2014



CHIFFRES SUR
LES 12 DERNIERS MOIS
au 31 décembre 2023



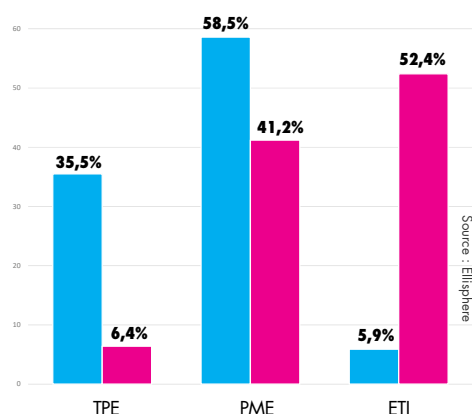
Redressements judiciaires et
liquidations judiciaires directes



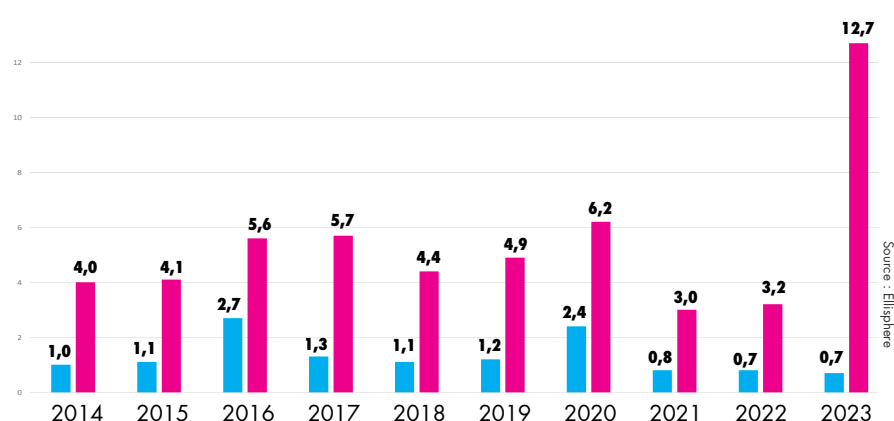
Procédures de
sauvegarde

CHIFFRE D'AFFAIRE DES ENTREPRISES

Répartition du CA en % par taille d'entreprise

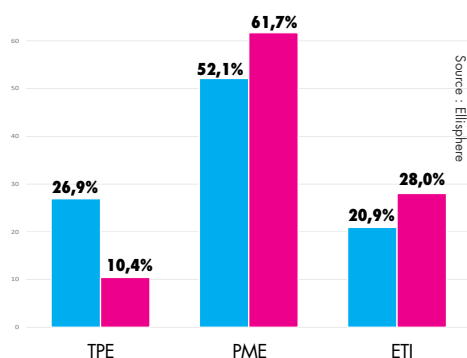


CA moyen (en M€) des entreprises depuis 2014

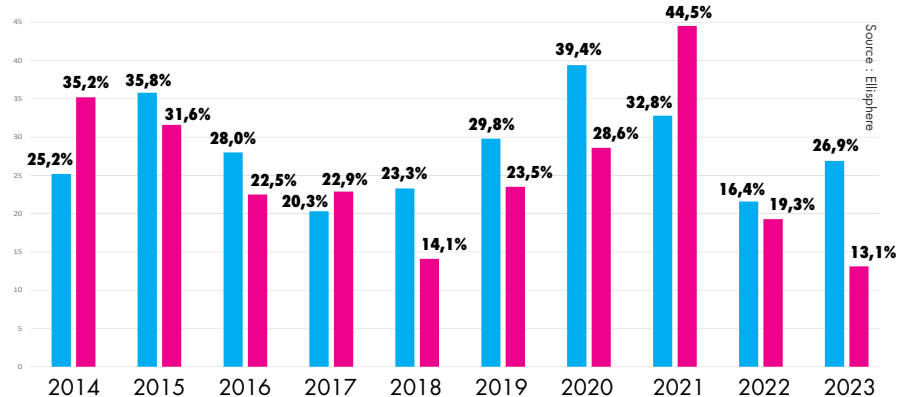


ENDETTEMENT FOURNISSEURS DES ENTREPRISES

Répartition en % des dettes fournisseurs
par taille d'entreprise

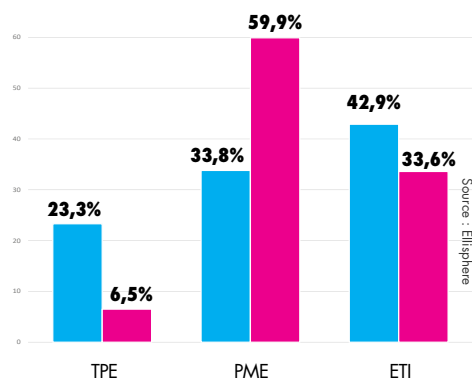


Taux des dettes fournisseurs dans le passif des entreprises depuis 2014

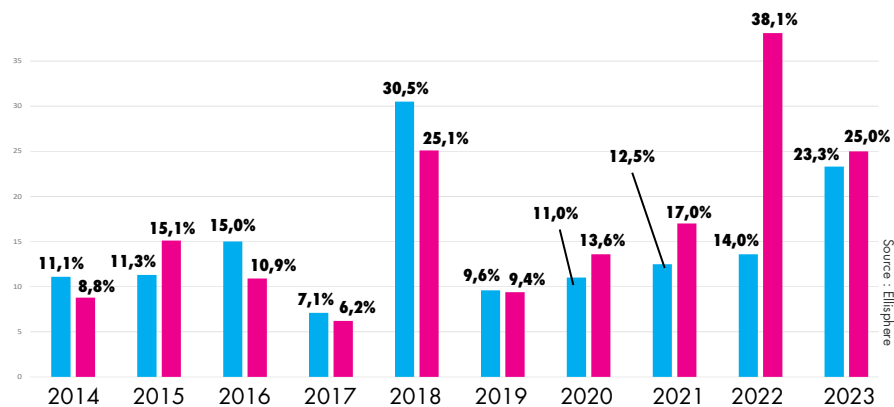


ENDETTEMENT BANCAIRE DES ENTREPRISES

Répartition en % des dettes bancaires
par taille d'entreprise



Taux des dettes bancaires dans le passif des entreprises depuis 2014





Les données utilisées dans cette étude sont extraites de la base Ellisphere le 17 janvier 2024. Cette étude considère les entités immatriculées avec SIREN en France métropolitaine et dans les départements et régions d'outre-mer dont l'activité et la forme juridique sont connues.

Les défaillances d'entreprise sont comptabilisées sur 12 mois glissants et prennent en compte les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe. Les procédures de sauvegarde sont comptabilisées séparément.



PROFIL DES ENTREPRISES

Le profil des entreprises étudiées prend en compte, à la date d'extraction : l'adresse du siège social, le code APE, le statut juridique, l'année de création, l'effectif, le chiffre d'affaires et le total bilan. Ce profil est établi à partir de critères géographiques, sectoriels, d'ancienneté et d'âge des entreprises.

IMPACT SOCIAL

L'impact social cumule et répartit sur différents critères le dernier effectif connu des entreprises étudiées.

IMPACT FINANCIER

L'impact financier cumule et répartit sur différents critères les derniers éléments bilantiels des entités étudiées ayant publié un bilan social ou consolidé.

DÉFINITIONS

La procédure de sauvegarde permet, aux entités en difficultés n'étant pas en cessation de paiement, le maintien de l'activité et de l'emploi, l'apurement du passif et leur réorganisation ; elle peut déboucher sur un plan de sauvegarde arrêté par le tribunal de commerce.

Le redressement judiciaire permet, aux entités en cessation de paiement, le maintien de l'activité et de l'emploi, l'apurement du passif et leur réorganisation ; il peut déboucher sur un plan de redressement arrêté par le tribunal de commerce.

La liquidation judiciaire est une procédure pour les entités en cessation de paiement dont le redressement apparaît manifestement impossible.

L'homologation de conciliation est un accord amiable publié au tribunal de commerce pour les entités en cessation de paiement depuis moins de 45 jours résultant d'une conciliation négociée avec les principaux créanciers.

Le référentiel d'Ellisphere met à disposition de l'information économique, légale et financière sur près de 16,8 millions d'entités françaises jusqu'à 10 ans après leur date de cessation.

SUIVEZ

L'ACTUALITÉ D'ELLISPHERE



www.ellisphere.com



[@ellisphere](https://www.linkedin.com/company/ellisphere)



[@ellisphere](https://www.youtube.com/channel/UC...)



[_ellisphere_](https://www.instagram.com/_ellisphere_)



Pour plus d'information sur nos études :

pole_statistiques_economiques@ellisphere.com



Pour un monde économique fiable et une croissance durable

www.ellisphere.com

Lille – Lyon – Marseille – Paris La Défense – Nantes – Strasbourg – Toulouse – Tours
Siège social : Tour Franklin – 100-101 Terrasse Boieldieu – 92042 Paris La Défense Cedex
Adresse postale : 37 rue Sergent Michel Berthet – CS 99063 – 69255 Lyon Cedex 09
S.A.S. au capital de 2 519 229 euros – 482755741 RCS Nanterre